

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 16/10/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV YONNE METAUX
25, Route de Chamvres
89300 Joigny

Références : 240494
Code AIOT : 0025400024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement SUEZ RV YONNE METAUX implanté 25, Route de Chamvres ZI des Lanieres 89300 Joigny.

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle a été effectuée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV YONNE METAUX
- 25, Route de Chamvres ZI des Lanieres 89300 Joigny
- Code AIOT : 0025400024 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

SUEZ RV METAUX YONNE exploite à Joigny des installations de tri transit de déchets.

Attributs de l'inspection :

Risques accidentels (*Risque incendie*)

Risques chroniques (*Déchets, Eau de surface, Radioactivité*)

Type d'inspection (*Inspection inopinée*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande d'action corrective	1 Mois
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 11.4	Demande d'action corrective	1 Mois
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 14.2	Demande d'action corrective	1 Mois
8	Prévention et lutte contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
10	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 30.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions communes (Articles 10 à 17)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11	
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 1er	
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 11.3	
9	Prévention et lutte contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.3	
11	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 32.5	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le suivi réglementaire et environnemental des installations est réalisé correctement. Il peut malgré tout être encore amélioré sur certains points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques - traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Le registre de déchets entrants est tenu de manière informatique.</p> <p>Il a été vérifié, notamment, par sondage une entrée de déchets de ferraille en date du 8 janvier 2024.</p> <p>L'ensemble des informations sont présentes sur le registre.</p> <p>Il a cependant été constaté que les déchets de la filière REP, notamment les DEEE, et le numéro de SIREN ne sont pas</p>

précisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le numéro de SIREN de l'éco-organisme doit être ajouté lorsque le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques - traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets sortants est également tenu de manière informatique.</p> <p>Le registre est tenu à jour.</p> <p>Cependant, une vérification par sondage sur une expédition de batteries usagées sur le premier trimestre 2024 a été réalisée et il s'avère que le numéro de BSD est absent.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les numéros de BSD doivent être systématiquement enregistrés lors d'expéditions de déchets dangereux.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 3 : Dispositions communes (Articles 10 à 17)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques - traçabilité
Prescription contrôlée : Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.
Constats : Les registres sont conservés au delà de 3 ans. Une vérification sur une expédition d'emballage en date du 16/01/2020 a été réalisée. L'ensemble des éléments sont bien présents.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques - Situation administrative
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- 2713-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets de métaux non dangereux, ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 ; la surface étant supérieure à 1 000 m² : 1 600 m².- 2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 ; la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 tonne : 100 tonnes.- 2716-2 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : 200 m³
Constats : <p>Le suivi des quantités de déchets présents sur site est tenu à jour informatiquement.</p> <p>La quantité de déchets non dangereux au jour de l'inspection est de 54 tonnes.</p> <p>La surface dédiée au tri/transit de métaux est inférieure à 1600 m².</p> <p>La quantité de déchets dangereux (DIS) est de 128 tonnes, soit un dépassement de 28 tonnes à ce qui est autorisé. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'une erreur de comptabilité de la quantité de déchets et que la mise à jour n'a pas été réalisée correctement suite à des expéditions de déchets.</p> <p>La visite sur site des stocks de déchets confirme que les volume de déchets dangereux est inférieur à 100 tonnes.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit veiller à ce que l'état des stocks soit tenu à jour et corresponde à la réalité du stockage sur site.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques - Points de rejet - identification
Prescription contrôlée : Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 3. Ils sont définis comme suit : [voir tableau AP]
Constats : L'exploitant a indiqué au cours de la visite que le site ne fait plus l'objet de rejet dans le ru traversant le site. Les eaux sont récupérées dans le bassin de récupération des eaux pluviales. En cas de besoin, le bassin fait l'objet d'un pompage et d'une évacuation des eaux en tant que déchets.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels - Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales doit être réalisé avec un volume minimale de 160 m ³ . Ces eaux doivent s'écouler dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. Ce bassin doit être normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin doit être maintenu vide. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
Constats : L'exploitant dispose d'un bassin de récupération des eaux. Le jour de l'inspection, le bassin n'était pas vide. Le volume de rétention disponible de 160 m ³ n'a pu être justifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que le bassin reste vide en permanence, ou à défaut, que le volume disponible de rétention est de 160 m ³ , en toute circonstance.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 7 : Prévention de la pollution des eaux


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 14.2
Thème(s) : Risques chroniques - Rejets
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions suivantes : A - En termes de caractéristiques générales des effluents : - pH : compris entre 5,5 et 8,5 Température inférieure à 30° C Couleur : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l B - En termes de débits, de concentration et de flux : Eaux résiduaires après traitement (R3) et eaux pluviales et autres eaux propres : MES 15 mg/l DCO 40 mg/l Hydrocarbures 5 mg/l
Constats : L'exploitant réalise annuellement le contrôle de ses effluents. 2 analyses sont réalisées : une au niveau de l'exutoire (ruisseau), la dernière en date a été réalisée le 4 octobre 2023, et une seconde dans le bassin (5 octobre 2023). Les résultats sont conformes en tout point, à l'exception de la DCO au niveau du ruisseau qui présente un léger dépassement (67 mg/l).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir les résultats de la campagne de mesure 2024 à l'inspection des installations classées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 8 : Prévention et lutte contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques - Niveaux acoustiques admissibles
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit : Zone 1 : 54 dB(A) Zone 2 : 49 dB(A)
Constats : La dernière campagne de mesure des niveaux de bruit a été réalisée le 18 novembre 2020. Les résultats sont les suivants : Zone 1 : 60 dB Zone 2 : 40,5 dB P3 (émergence): 2,5 dB Le point en Zone 1 est non-conforme à l'arrêté préfectoral. Il est à noter que la valeur imposée est très inférieure à la valeur réglementaire de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, qui est de 70 dB. Par ailleurs, l'émergence mesurée est conforme. Les installations n'ont jamais fait l'objet de plainte de concernant le bruit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir les résultats de la campagne de mesure de bruit qui doit être réalisée en 2025. L'exploitant doit évaluer en ce point la contribution sonore de ses activités, avec des mesures à l'arrêt et en fonctionnement. Le cas échéant, en cas d'inadaptation de la prescription de l'arrêté préfectoral, l'exploitant pourra demander une modification de celle-ci.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 9 : Prévention et lutte contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.3
Thème(s) : Risques chroniques - Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les 5 ans, une mesure d'émission sonore de son établissement [...]
Constats : La fréquence de mesure des émissions sonores est respectée. Les prochaines mesures devront être réalisées avant novembre 2025.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 30.2
Thème(s) : Risques accidentels - Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100. Elles doivent être réalisées par du personnel compétent.</p> <p>De plus, l'exploitant doit définir sous sa propre responsabilité les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées.</p> <p>Il doit déterminer les caractéristiques des équipements électriques qui les équipent.</p> <p>Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et les sources d'éclairage inadaptées doivent être interdites.</p> <p>Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices qui équipent ces zones doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques (et des éventuelles installations extérieures de protection contre la foudre) doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.</p> <p>Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre.</p> <p>Les caractéristiques de ces équipements doivent être périodiquement vérifiées selon les normes et règlements en vigueur.</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées le 6 avril 2023.</p> <p>9 observations ont été relevées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés. Les justificatifs n'ont pas pu être fournis au cours de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport de contrôle pour l'année 2024 doit être fourni à l'inspection des installations classées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 32.5
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens matériels et humains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>32.5.1. - Moyens matériels</p> <p>L'établissement doit être doté au moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 extincteurs repartis comme prévu à l'annexe VII du dossier de demande d'autorisation, - une réserve d'eau de 120 m³ équipée de deux branchements standardisés pour les engins d'intervention, - 2 poteaux d'incendie armés d'un débit de 60 m³/h, disponibles sur la voie publique, l'une à 100 mètres de l'entrée (située à l'entrée de la déchetterie), l'autre à 200 mètres de l'entrée (de l'autre côté du pont SNCF, du côté des établissements Bertrand), - une réserve de produits absorbants. <p>Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.</p> <p>32.5.2. - Moyens humains</p> <p>L'exploitant doit constituer une équipe de première intervention composée de 4 personnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations disposent de deux réserves incendie de 120 m³ et 180 m³.</p> <p>Un poteau incendie est situé à l'entrée du site et un second est installé sur la poche à eau.</p> <p>Le produit absorbant est présent sur site.</p> <p>L'équipe de première intervention est constitué de 4 personnes.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :